

Sortir des logiques compétitives en politique

soirée du 18 janvier dans la mairie du 2eme arrondissement à Paris

Ce sont au total 31 personnes qui sont venues débattre sur la problématique de la politique compétitive dans les locaux de la mairie du 2ème arrondissement de Paris, où le maire écologiste Jacques Boutault est venu saluer les participants à cette réflexion.

Dans son introduction, Patrick Viveret propose trois éléments de réflexion. D'abord le constat de l'épuisement des formes démocratiques actuelles qui ne sont pas représentatives mais déléгатives, quantitatives et compétitives. Il constate ensuite l'absence de bilan des tentatives de faire de la politique autrement et en particulier sur la question du point aveugle qu'est le pouvoir (pouvoir de... ou pouvoir sur...). Il constate aussi le cercle vicieux de la méfiance et du mépris qui existe entre mouvements et partis, et propose d'interroger l'expérience de l'archipel citoyen « osons les jours heureux pour en sortir », et quatre structures originales en politiques ont ensuite présenté leurs visions des freins rencontrés. Chaque mouvement a sa propre expérience. Les exposés permettent de confirmer certaines hypothèses :

- la relation complexe entre parti et mouvement en terme de stratégie, de rapport au temps (électoraux ou non), de partage de moyens et d'objectifs
- la question du pouvoir qui se pose dans les deux types de structure quoique différemment et des conséquences en matière d'organisation
- la diminution de l'engagement citoyen ou plus exactement les nouvelles formes qu'il prend aujourd'hui et que nos structures ne prennent pas suffisamment en compte
- nos difficultés à appréhender le monde nouveau qui émerge et les réponses différentes et peut être complémentaires qui en sont données

Des échanges entre les participants ont lancées des pistes pour sortir de la logique de politique compétitive, une autre gouvernance participative, axée sur le consensus de ce qui rassemble, et de se déconnecter des logiques de calendrier électoral,

Synthèse issue du recueil des mots souvent utilisés (Simone Sebban)

- Problèmes constatés
 - constat d'une démocratie en crise, d'un épuisement, d'attitudes irresponsables, d'une inadaptation, en recul qui conduit à un suicide collectif
 - impuissance à affronter les défis vitaux de notre époque, climatiques, sociaux, démocratiques
 - échec des tentatives de "politique autrement" et absence de retour d'expérience
 - diminution des adhésions et soutiens des groupes/associations
 - nouvelles formes d'engagement, impact du générationnel
- Causes possibles
 - rapport au pouvoir=domination (pouvoir sur ..) vs pouvoir=création (pouvoir de ...)
 - besoin persistant de leaders charismatiques
 - "Ego de groupes" et mise en place de stratégie de survie des groupes par tous les moyens
 - décalage entre la politique institutionnelle (verticalité) et les réseaux sociaux

- (horizontalité)
- séparation du mouvement Social et du mouvement Politique(Charter d'Amiens)
- défiance vis à vis des partis, de la politique "dure"
- manque d'intérêt, voire mépris, des partis politiques pour les approches différentes
- pas de bilan des échecs, on n'apprend pas
- Remèdes possibles
 - changement de constitution
 - nouvelles formes de reliance démocratiques, exemple de l' Archipel respectant les identités propres (racine) et développant les identités relationnelles pour mettre en oeuvre des stratégies coopératives
 - développer le municipalisme comme moyen de réappropriation du politique par le local dans une vision planétaire
 - Assemblée délibérative
 - sortir des égo par de nouveaux systèmes de désignation des candidats, exemple des élections sans candidat
 - favoriser, multiplier les votations citoyennes
 - sortir des programmes systémiques de la politique pour entrer dans des propositions en contenus concrets
 - partager un signe de reconnaissance commun qui appartienne à tous indépendant des organisations existantes ex AH (comme « Avancer en Humanité » ou « Anti Hubris » ou « Alter-Humanisme »)
 - favoriser la prise de décision par consensus et même par consentement (qui fait de la minorité une richesse et non un opposant)
 - investiguer le tirage au sort
 - communication externe-porte parolat
 - Entrer dans des stratégies de services : qu'est-ce que mon organisation peut soutenir, se mettre au service de mouvements de jeunes, de femmes

CHRONOLOGIE DES DIFFÉRENTES INTERVENTIONS

Introduction de Patrick Viveret

Sortir de la politique compétitive est un sujet récurrent. Trois points sont à souligner :

- 1^{er} point : L'épuisement des formes démocratiques qui ne sont pas représentatives mais délégatives, quantitatives et compétitives. Elles sont impuissantes face aux défis aussi bien à l'échelle nationale que planétaire. Ce qui était inconcevable devient insupportable. L'effondrement est maintenant une thèse partagée par les générations actuelles.

Cette forme démocratique est incapable de traiter les enjeux, d'où l'apparition des logiques identitaires comme au Brésil, aux USA, en Russie, en Chine, en Turquie qui avancent très efficacement.

La transition démocratique ne peut plus être traitée comme la cerise sur le gâteau mais doit l'être comme la cerise dans le gâteau.

Nous sommes face à un plafond de verre : on ne peut pas prendre son parti de ne pas avoir les bons comportements face à l'ampleur des enjeux.

Sur le front géopolitique, c'est l'éclatement du monde occidental et le renforcement du poids de la Chine et de la Russie qui font tout pour favoriser l'implosion démocratique de l'Europe en cours. Tous les acteurs démocratiques devraient faire front commun, c'est l'inverse qu'on constate, cela ressemble à un suicide collectif.

- 2^{eme} point : Devant ces enjeux vitaux, il faut s'interroger que ce que révèlent les gilets jaunes, à l'aube des élections européennes.

Il faut revenir sur les points aveugles des tentatives précédentes de faire de la politique autrement. Il n'y a jamais eu de travail de bilan depuis les tentatives dans le socialisme autogestionnaire, dans le socialisme, le communisme, l'écologie politique jusqu'à Nouvelle Donne et Place Publique aujourd'hui ; quelles sont les raisons pour lesquelles ces tentatives échouent ? Nous avons échangé entre nous pour essayer d'en identifier les raisons. Une hypothèse est celle d'une ambivalence dans le rapport au pouvoir. On ne fait pas la différence entre pouvoir de .. (forme verbale) et le pouvoir sur ... (substantif) .

- 3eme point : c'est le cercle vicieux de la méfiance entre mouvement et parti. Il faut travailler sur le lien légitime entre eux, leur autonomie et sortir de la logique de défiance liée aux traumatismes passés de ATTAC, des amis de la terre et du collectif Roosevelt. La manière dont s'est déroulée la campagne de Charlotte Marchandise est significative et montre les difficultés du manque de travail de fond. Si on pouvait avancer sur ce sujet , on pourrait incarner des méthodes innovantes. En cela l'expérience de l'archipel citoyen « osons les jours heureux » peut apporter du neuf, par le respect des identités racines des membres, tout en cultivant leurs identités relationnelles. La récente rencontre entre l'archipel, le CRID, le Collectif pour une Transition citoyenne et les municipalistes est exemplaire. Espérons que cette réunion nous aide à franchir les étapes essentielles

Présentation de tentatives de structures innovantes

Le Réseau coopératif (RC) EE-LV, un Objet Politique Non Identifié (Patrick Salez).

Trois parties dans l'exposé: le qui, le comment et le quoi.

1) Qui sommes-nous, d'où venons-nous?

- appel au lancement d'une coopérative politique par Daniel Cohn Bendit le 22 mars 2010 et création du Mouvement EELV composé d'un parti traditionnel et d'un réseau coopératif en novembre 2010 après d'après négociations entre le collectif Europe écologie et le parti Les Verts dont une partie de l'état-major rejetait en fait cette initiative de coopérative politique.

- l'idée était de créer un espace autonome et ouvert, assurant un dialogue permanent avec les mouvements, les associations, les citoyens oeuvrant à la transformation écologique et sociale.

Un chaînon manquant entre le parti et l'action citoyenne sous toutes ses formes, s'appuyant sur des collectifs constitués au niveau régional et local.

- une expérimentation politique difficile du fait, en particulier, d'une incohérence des statuts dans la précision du rôle de chacune des entités, parti et RC;

l'expérimentation progresse malgré tout, portée par un noyau de personnes motivées qui revendiquent l'identité propre et l'autonomie de pensée et d'actions du RC mais dans l'interdépendance avec le parti.

Progression à travers:

- une forme de gouvernance horizontale et coopérative.
- le soutien à des actions régionales et locales.
- un texte porteur de janvier 2016 "*Un nouvel espace pour l'écologie politique*", disponible dans la salle, dans lequel nous rappelions deux évidences:
 - a) l'engagement politique est divers et ne se résume pas à l'exercice du pouvoir;
 - b) il existe un réel besoin d'espaces d'échange et de concertation entre tous les acteurs de la transformation écologique et sociale.
- la participation à l'élaboration de statuts plus clairs du mouvement, adoptés en juin 2016.

- décroissance des adhésions parallèle à celle du parti: de 2000 cotisants en 2012 à 400 en 2017 et 320

en 2018. Il aurait fallu tenir un fichier des départs pour connaître la "destination" politique des partants.

2) Comment faisons-nous? structuration, fonctionnement, gouvernance:

- Un **mouvement** EE-LV, composé de 2 collèges: le parti et le Réseau Coopératif (RC), appuyés sur 3 niveaux géographiques: réseaux locaux communs, structures régionales le plus souvent communes, structures nationales différenciées.

- a) **le RC** est organisé horizontalement (sans leader ni porte-parole); il est animé par des volontaires non élus, s'investissant spontanément au sein du CNARC (Comité national d'animation du RC). La prise de décision s'opère par consensus, sondages et tirages au sort quand nécessaire. Les relations sont simples et bienveillantes car dépourvues d'enjeux de pouvoir. Le recrutement est ouvert à tout citoyen, y compris ceux encartés dans un autre parti. Le RC bénéficie de la logistique du Mouvement EELV (locaux, personnels, outils informatiques, etc..) mais lui cède sa responsabilité financière. Le tout est défini dans un règlement intérieur spécifique au RC.
- b) **le parti** (je ne m'étends pas), organisé de façon pyramidale, fondé sur des courants, des motions et des votes; gardant l'exclusivité des activités électorales sauf pour les présidentielles.
- c) **l'Agora**: instance de rassemblement et de coordination du parti et du RC, doublement paritaire, à gouvernance mixte (consensus et votes).
- d) **le pôle de ressources**: regroupe l'ensemble des organisations associées au Mouvement qui participent à sa réflexion à travers un dialogue avec l'Agora. Ces organisations sont les jeunes écolos, la fondation FEP, la fédération FEVE et le CEDIS (formation).

3) Le quoi? Bilan critique:

- Le RC a **expérimenté une forme intéressante** et très contemporaine de gouvernance ainsi qu'une logique de travail fondée sur la coopération (bien entendu) et la bienveillance. Le tout est facilité par l'absence de conquête électorale et donc l'absence de clivage, alors même que la conception de l'écologie politique de ses membres est aussi diverse qu'au sein du parti.

- Mais le RC **a eu du mal à percer** en tant que structure politique et ce pour une série de raisons:

a) Des **raisons liées au rapport difficile entre RC et parti EE-LV**:

Le RC subit une forme de déconsidération de la part de l'état-major et de beaucoup d'adhérents du parti. Il est considéré au mieux comme un vivier de futurs adhérents au parti, au pire comme un regroupement de simples sympathisants. Une sorte de phase d'apprentissage préalable au véritable, au seul engagement politique qui vaille, celui proposé par le parti. L'état-major du parti fait une place minimum au RC au sein du Mouvement, le reléguant dans un rôle de simple accompagnement, parfois au mépris des règles précisées dans les statuts.

Il faut sans doute y voir une forme de "faute originelle" (cf l'accueil réservé par les Verts à l'initiative de DCB).

Il faut surtout y voir la marque de la dichotomie existant entre nos cultures et identités: le RC est essentiellement guidé par l'action locale et le lien avec le monde associatif alors que le parti se mobilise prioritairement dans les stratégies de conquête électorale et la course aux sièges décisionnels. Il en découle une dichotomie de nos pratiques respectives: celle compétitive du parti, et celle coopérative du RC. On notera bien entendu combien cette déconsidération va à l'encontre des tendances actuelles de l'engagement politique rappelées dans notre texte sur "*Un nouvel espace de l'écologie politique*".

b) Des **raisons internes au RC** (il faut l'avouer, nous expérimentons donc aucune crainte de blessure narcissique):

- manque d'incarnation et de porte-parole,
- absence de communication externe (uniquement une Infolettre interne mensuelle et trimestrielle), rapports entre animation et représentativité dans la prise de décision: comment animer sans capter la

décision?

- tarifs d'adhésion: à 10 et 20 euros; c'est un sujet quand on adhère à certaines organisations par un simple clic

c) A cela s'ajoute le **profil même des coopérateurs/coopératrices** avec une tendance "centrifuge" que j'ai pu observer personnellement chez beaucoup: ils/elles revendiquent l'action de terrain et n'ont nul besoin d'une coordination, d'une animation et d'une communication venues d'un échelon central. Une forme de méfiance vis-à-vis des structures organisées et pérennes.

Pour terminer sur une **touche plus positive**, je dirai que l'une des raisons d'espérer, dans notre fonctionnement actuel, est **l'Agora**. Elle est le lieu où se jouent l'interdépendance, le rapprochement des cultures et la compréhension mutuelle entre RC et parti.

La coopérative Ecologie sociale (Patrick Farbiaz)

Ecologie sociale est une coopérative politique transpartidaire d'intervention agissant dans le mouvement social et sur le champ politique, visant à faire converger l'écologie et le social et regroupant l'ensemble des courants d'écologie de transformation (écologie sociale, écosocialisme, écologie des pauvres, justice environnementale et sociale, objection de croissance).

Ecologie sociale veut ouvrir un débat stratégique sur les perspectives d'une écologie de libération, en rupture avec le capitalisme vert et l'écologie d'accompagnement. La clarification s'opère entre les trois écologies, celle d'une écologie libérale macronisée, d'une sociale - démocratie écologique et celle d'une écologie de transformation rompant avec la soumission aux idées reçues sur l'Europe, la question sociale et l'écologie réduite à l'environnementalisme.

Ecologie sociale défend le choix d'une société de post croissance et s'appuie sur le commun, la coopération et le cosmopolitisme comme principes.

Ecologie sociale défend une écologie inclusive qui ne soit plus seulement réservé aux classes moyennes aisées des centres villes, intersectionnelle qui organise la convergence des luttes entre les luttes sociales, de genre (femmes et LGBTI) et décoloniale qui lutte contre les discriminations, leur caractère systémique, et toutes les formes de dominations. Ses références proviennent de l'écologie des pauvres, qui se bat pour sa survie en Amérique latine, en Afrique, en Asie, de la justice environnementale, et l'écologie sociale et libertaire théorisée par Murray Bookchin et reprise au Rojava, le Kurdistan Syrien ou au Chiapas ou dans les ZAD. Ecologie Sociale vise à renforcer le caractère européen et internationaliste en multipliant les échanges avec les militantes de l'écologie de transformation d'autres pays.

Durant la dernière séquence électorale, Ecologie Sociale a soutenu la candidature de Jean Luc Mélenchon avec Ensemble et une partie du PCF dans le cadre de Front Commun et a rejoint l'espace politique de la France Insoumise tout en restant autonome des forces politiques de la gauche et de l'écologie politique. Sur le plan local, Ecologie sociale soutient la constitution de GAMES (Groupes d'Action municipalistes écologistes et Sociaux) permettant comme à Barcelone de regrouper sur la base de plate-forme citoyennes, les militants défendant des orientations différentes au niveau politique dans l'esprit du municipalisme libertaire.

Notre bilan actuel s'il n'est pas nul ne correspond pas aux objectifs initiaux d'instaurer des courants organisés de l'écologie sociale, à l'instar d'Utopia dans les différents partis de gauche, en particulier d'EELV. Ce que nous avons réussi c'est l'intervention politique: mobilisation des écologistes pour JLM durant la campagne présidentielle : pétions de centaines d'écologistes, engagement dans la Campagne de Front commun en faveur de JLM,, co animation de la votation citoyenne sur le nucléaire initié par la FI, animation de débats autour du municipalisme, intervention au seuil de la mouvance anticoloniale, organisation du soutien contre la répression en Catalogne, production de textes matérialisé par un livre « Pour

l'écologie sociale » qui synthétise notre orientation, rapprochements avec des courants européens (CUP en Catalogne, Place au Peuple en Italie , green et reds en Angleterre, rouge et verts en Turquie, écologistes sociaux comme Janeth Bielh aux Etats Unis ..)

Nous confirmons la forme coopérative d'Écologie sociale. Nous estimons en effet que la construction d'un mini appareil à « l'ancienne » est obsolète, inefficace et contre – productive dans la période présente. Pour peser dans le débat politique, il faut une conjonction de production d'idées, de mutualisation des expériences, et de création d'évènements qui transcende et dépasse les anciennes limites organisationnelles des partis traditionnelles de l'ère industrielle organisé sous une forme verticale.

La production d'idées : Sur le plan de l'activité politique la coopérative politique Ecologie sociale produit des textes, déclarations, communiqués, signe des appels qui correspondent à notre orientation définie dans nos thèses ou dans notre compilation de textes « Pour une écologie sociale » (Editions Le croquant 2019).

Gilets Jaunes et coopérative Ecologie Sociale

La période ouverte par les Gilets Jaunes nous semble être un élément fort de la recomposition du mouvement écologique. Ce mouvement peut permettre l'émergence d'une écologie populaire rompant avec les pratiques politiciennes de l'écologie mainstream. Nous nous y sommes impliqués fortement :

- Publication d'un texte de soutien au mouvement dès le 15 novembre intitulé : « Pour l'écologie dans la rue, le 17 novembre, en une de Médiapart
- Co élaboration d'un texte avec Uni pour le climat et plusieurs organismes politiques à la veille du 8 décembre ,pour la convergences "Gilets Jaunes et Gilets Verts »
- Impulsion de la campagne contre la loi « anticasseurs »
- textes divers tout au long du mouvement
- Rédaction du premier livre sur les Gilets Jaunes
- Publication d'un texte sur les Gilets Jaunes : premier mouvement de survie social écologiste de masse en Europe
- Participation à l'Assemblée des Assemblées de Commercy

Le Mouvement Utopia : Présentation rapide et rapport au politique (Denis Vicherat)

Le « Mouvement UTOPIA » est une coopérative politique et citoyenne d'éducation populaire qui vise notamment à élaborer un projet de société solidaire, écologiquement soutenable et convivial dont l'objectif est le « buen vivir »

Depuis sa création en 2000 Utopia vise à la déconstruction des principales aliénations de nos sociétés: le dogme de la croissance comme solution à nos maux économiques, la croyance en la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seul mode d'organisation de la vie sociale. Ses principales influences sont André Gorz (qui a préfacé notre Manifeste en 2008) Dominique Méda et Ivan Illich. Utopia défend ses convictions écologiques et altermondialistes dans une perspective de dépassement du capitalisme et de la logique productiviste.

Il se veut une passerelle, un trait d'union entre la société civile, le monde intellectuel et le monde politique par ses conférences, Universités d'été, sa Maison d'Editions, sa présence dans les partis, dans le Forum sociaux mondiaux, son Festival de cinéma...)

Présent surtout en France, il a néanmoins des antennes dans six autres pays. En 2010, il est passé de Mouvement à Coopérative.

Il a toujours été en lien avec le monde politique: issu d'une rupture avec les Jeunesses socialistes, au départ 90% de ses adhérents appartenaient à un parti politique, principalement le PS, puis les Verts, le Parti de Gauche, Nouvelle Donne... il se revendique trans-partis. C'est à dire qu'il a le même discours et porte les mêmes propositions dans les partis où les adhérents sont présents.

Les principes de fonctionnement interne sont fondés sur la convivialité, la bienveillance et le consentement

dont profite une organisation sans enjeu de pouvoir mais où les divergences s'expriment et enrichissent « *S'opposer sans se massacrer, se donner sans se sacrifier* - Marcel Mauss». Donc pas de militantisme sacrificiel à Utopia.

Il s'est fait connaître en 2003 en portant une motion générale au congrès du PS. On retrouve beaucoup des thématiques historiques d'Utopia (critique du productivisme, importance de l'écologie, revenu universel...) dans le programme de Benoît Hamon de 2017.

Au Forum Mondial de Dakar en 2011 il lance l'OCU (Organisation pour une Citoyenneté Universelle) en partenariat avec Emmaüs International et France Liberté.

Aujourd'hui moins de 30 % des adhérents d'Utopia militent dans des partis, beaucoup se sont recentrés sur les mouvements associatifs et la société civile. Aujourd'hui, les adhérents d'Utopia peuvent mentionner leur appartenance à Utopia s'ils se présentent à une élection, mais ne pas signer au nom d'Utopia.

Les principales raisons de cet éloignement des adhérents vis-à-vis des partis politiques sont:

- Leur perte de crédibilité
- Leur rapport au pouvoir fondé sur la compétitivité
- L'absence de vraie réflexion et de projet de transformation sociale et environnementale
- La montée des mouvements axés sur un leader charismatique
- La difficulté en terme de disponibilité de s'investir activement à la fois dans un parti et un mouvement.

Le Collectif Roosevelt (Bruno Lamour)

Le collectif roosevelt est né lors des élections présidentielles de 2012. Son objectif était de redonner espoir aux citoyens découragés par les politiques politiciennes.

Il s'agissait de faire pression sur le futur pouvoir socialiste pour qu'il prenne sans attendre quelques mesures indispensables qui changeraient la donne, qui obligeraient à changer de paradigme, comme l'avait fait F.D. Roosevelt en séparant les banques, en créant une fiscalité fédérale pour les entreprises, en prenant en compte certaines revendications sociales et éviter ainsi l'effondrement et la venue du fascisme,

Cette stratégie de rapport de force a échoué, nous nous sommes fait balader une seule mesure a été prise : le kurtzarbeit mais il n'a fait l'objet d'aucune publicité de la part du gouvernement comme si il n'y croyait pas lui même.

En mai-juin 2013, une réflexion s'est engagée sur un changement de stratégie et une question : pouvons nous rester sur le statu quo face aux élections européennes qui s'approchent.

D'où la création de Nouvelle Donne séparément du mouvement citoyen collectif Roosevelt, séparé juridiquement, avec des stratégies différentes mais avec des objectifs et des propositions identiques. Fin 2013, Philippe Lamberts lors de l'AG du Collectif parle d'une stratégie en tenaille. **Stratégie qui ne sera jamais mis en œuvre : la faute aux deux structures.**

Des structures juridiques et organisationnelles séparées pourquoi ?

- Pour permettre au parti de bénéficier des financements publics (objectif de court terme)
- pour permettre au mouvement de développer des stratégies d'alliance, à moyen et long terme, avec
- d'autres organisations Tant que le parti n'a pas été créé, il nous a été impossible d'adhérer au Collectif pour une Transition Citoyenne par exemple (véto de certains mouvements déjà "traumatisés").

Pour cela

- nous avons une déclaration d'intérêts obligatoire pour les membres du CA essentiellement pour s'assurer de notre indépendance stratégique et idéologique et de prouver à nos partenaires
- nous avons interdit les débats publics avec un seul parti. Obligation de toujours en inviter au moins deux pour éviter que nos conférences se transforment en réunions partisanes

- nous n'avons soutenu aucun élu, aucun parti, aucune consigne de vote y compris quand des partis défendaient nos positions (parti pirate en 2012)

Dans la réalité du fonctionnement du collectif

au niveau individuel : tous les cas de figure : certains membres de Nouvelle Donne jouaient absolument le jeu, d'autres étant dans la manipulation

au niveau local : situations très variées :

- au moment de la création de ND, certains groupes CR ont disparus sous l'influence de référents-leader locaux
- certains groupes étaient communs avec des réunions séparées dans le respect des deux structures mais pas toujours,
- certains groupes étaient totalement séparés, surtout ceux où il y avait des militants déjà engagés dans d'autres partis. Un certains nombres de ces militants n'étaient pas d'accord avec la stratégie de Nouvelle Donne d'aller seuls aux élections européennes, dans un premier temps, jugeant que le rôle du parti était de favoriser la convergence des listes, au même titre que le collectif s'était engagé dans la recherche de synergies et dans reliance entre mouvements pour sortir de la compétition.
- un groupe a éclaté (Lyon) sur une opposition ND – PS.
- en période électorale, la pression a été permanente pour que Roosevelt mette en valeur ND.
- Il n'a jamais été possible de coordonner des actions par exemple sur le PTT, sur le climat etc., à cause des différences sur les objectifs concrets immédiats
- Très vite les deux structures se sont ignorés malgré des réunions régulières avec PL

Conclusions :

1 : la question posée du rapport au politique a été escamotée des deux cotés,

- coté ND en créant un parti classique qui allait se retrouver en compétition au même titre que les autres.
- coté Roosevelt par un refus d'aborder la question par principe, refus de la démarche partisane,

2 : Nous n'étions pas trans-courant mais politique non partisan. Cela a permis à des personnes appartenant à des partis en opposition de se parler (LREM et FI).

3 : l'une des conséquences de la création de ND a été le départ des principales « grandes gueules » . Les partis attirent ils plus les super-égo que les mouvements ?

4 : l'éducation citoyenne était sans doute plus efficace au sein de CR, la réflexion de fond théorique a été plus forte au sein de ND ?

Éléments de débats avec la salle, forcément incomplets *

- La question de fond : comment construire une représentation commune avec les enjeux écologiques et sociaux?

- Causes probables des dérives constatées

- l'identification d'un mouvement à un leader
- les méthodes de débats
- la notion d'Ego de groupe , l'image de marque
- le fait que la réussite d'un groupe ne devrait pas se mesurer à sa notoriété mais à ses actes

- les logiques économiques qui amènent à des logiques de survie de groupe opposées au projet
 - rappel de ce que dit J.P. Dupuis dans le catastrophisme éclairé : Nous savons mais nous n'y croyons pas.
 - Savoir ne suffit pas pour engendrer l'action, ne modifie pas les comportements anciens, ne remet pas en cause les vieux rapports au pouvoir.
 - C'est la question de la croyance qui est posée. L'effondrement n'a aucun effet sur la manière dont nous faisons de la politique.
 - Quelque chose change dans les nouvelles générations, témoin les actions de alternatiba, ou notre affaire à tous.
 - Cela fait des années qu'on cherche à s'unifier. Ma conviction est qu'au delà des méthodes, il faut développer une appartenance symbolique commune, d'où la proposition du AH comme « Avancer en Humanité » ou « Anti Hubris » ou « Alter-Humanisme »
 - Nous savons mais que faire si personne n'y crois : on essaye de se raccrocher à l'ancien modèle alors que l'important est de s'ouvrir à ce qui advient.
 - il existe un lien entre logique coopérative et culture de la paix. S'opposer à la guerre amène à remettre en cause les logiques de domination. Il est nécessaire d'avoir la même approche avec le politique. La question générationnelle est très juste, et de même le rapport au religieux et au spirituel se pose différemment aujourd'hui.
 - Il faut aussi poser la question du rapport entre pouvoir politique et pouvoir financier; la question de la constitution doit aussi être posée.
 - la piste de l'archipel est peut être une bonne piste. Le service que peut rendre l'archipel osons les jours heureux, c'est d'aider grâce à son expérience à la constitution d'un archipel politique.
 - Dans la mesure où nos organisations sont également touchées en interne par les pratiques de politiques compétitives, il est important de les réguler en utilisant des outils comme les élections sans candidats (ou une autre appellation car cette expression n'est pas très bonne, mais en en gardant les principes, ainsi que les mécanismes de jugement majoritaire). Cela me semble des pistes de travail pour notre groupe de réflexion, avec bien sûr la réflexion sur ce que pourrait être un archipel politique»
 - Le pacte finance climat pourrait faire consensus. On ne se résout pas à laisser tomber les européennes.
 - Il est nécessaire de se projeter sur le long terme et de ne pas se laisser coincer par le calendrier électoral. Que signifie avoir des élus qui dans le contexte actuel ne pourront rien faire. Il faut avoir conscience de notre impuissance à transformer le coeur de la problématique, conscience du réel. Les partis sont construits avec des visions systémiques, alors qu'on peut avoir une approche plus sectorielle, aller aux élections sur des propositions concrètes (“dégénéralisation” de la politique)
 - Il faut un changement de posture. L'affaire du siècle réunit 2 millions de personnes. La question est : comment se mettre au service de ce type de mouvement ?
 - Sortir de l'illusion de la table rase. Du coup on passe à un nouveau type de leadership : leadership de service.
 - Il faut constater que les ONG ne sont pas démocratiques et prônent la “clickcratie”, mais notre affaire à tous accepte de poser la question démocratique.
 - La proposition est donc
- 1 : accepter des leadership de service

2 : construire un écosystème pour se rendre autonome du système dominant.

3 : l'enjeu des européennes : ne pas abandonner le fond ni le moyen terme, car l'enjeu est la quasi disparition de l'Europe.

4 : créer des conventions citoyennes pour choisir les priorités

- Pour les municipales c'est possible, mais pas pour les européennes.

- Les deux mondes « climat » et « social » ne se rencontrent pas.

- la logique de l'autoentrepreneur a pris le dessus : comment en sortir ?

- La question de la spiritualité, ce que nous croyons, prend de l'importance. En Amérique du Sud au travers de la pacha mama et des théologie de la libération.

- Chez les gilets jaunes, c'est la lutte contre l'expulsion de la société qui est au coeur.

- C'est la logique compétitive à l'intérieur des partis qui est aussi en jeu. On choisit des leaders qui ne sont pas des rassembleurs. Il faudrait choisir celui qui déplaît le moins. D'autres logiques de choix sont à mettre en œuvre.

- Nous savons que l'empreinte écologique est telle que continuer ainsi n'est pas possible.

** ce compte rendu des débats n'est pas un verbatim, il est malheureusement incomplet ...*